CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 23.312 du 19 février 2009
dans l'affaire X / III

En cause : X

Domicile élu : X

contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 octobre 2008 par X, qui déclare être de nationalité congolaise et qui demande l'annulation et la suspension de « *la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois prise par le Ministre de l'intérieur en date du 24 octobre 2007, notifiée au requérant le 23 septembre 2008* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance du 18 novembre 2008 convoquant les parties à comparaître le 11 décembre 2008.

Entendu, en son rapport, M. G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. LYS loco Me V. LURQUIN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTUYLSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé en Belgique le 6 janvier 2004. Il a, le même jour, introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Après avoir reconnu au requérant l'accès à la procédure d'asile, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides lui a refusé la qualité de réfugié par une décision prise le 16 février 2006. La Commission permanente de recours des réfugiés a confirmé cette décision en date du 16 novembre 2006.

Le requérant a introduit une demande en suspension et un recours en annulation contre cette décision auprès du Conseil d'Etat. Ces deux recours semblent encore pendants.

Il a introduit le 24 janvier 2007 une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après, la loi du 15 décembre 1980).

1.2. En date du 24 octobre 2007, la partie défenderesse a pris à l'encontre du requérant une décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, a été notifiée au requérant le 23 septembre 2008.

L'acte attaqué est motivé comme suit :

MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Rappelons d'abord que l'intéressé a été autorisé au séjour uniquement dans le cadre de sa procédure d'asile introduite le 06/01/2004 et clôturée négativement par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides le 21/02/2006. Et confirmée par la Commission Permanente des Recours des Réfugiés le 15/12/2006. De plus, le recours en annulation introduit le 23/01/2007 au Conseil d'Etat, toujours pendant au moment de l'introduction de la présente demande, n'est pas suspensif et ne donne pas droit au séjour. Aussi l'intéressé réside en séjour illégal depuis lors et aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

L'intéressé déclare avoir fui son pays en raison de persécutions dont il a été l'objet. Néanmoins, l'intéressé n'apporte aucun élément probant ni un tant soi peu circonstancié pour démontrer son allégation. Alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation. En effet, il n'indique pas quelles sont les persécutions redoutées ni les motifs pour lesquels il serait en danger au pays d'origine. En l'absence de tout élément permettant de croire en un risque en cas de retour temporaire au pays, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile tout retour temporaire au pays d'origine.

L'intéressé invoque la longueur de son séjour ainsi que son intégration (relations sociales et affectives, formations) en Belgique comme étant une circonstance exceptionnelle. Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de 3 mois dans le royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger et à expliquer pourquoi il serait particulièrement difficile d'effectuer un déplacement temporaire dans le pays d'origine pour y obtenir l'autorisation de séjour, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger; il en résulte que la longueur du séjour et son intégration ne constitue pas une circonstance exceptionnelle (C.E., 24 oct. 2001, n°100.223).

Ajoutons qu'en soi, un long séjour n'est pas un empêchement à retourner au pays d'origine, qu'en outre il ne saurait constituer une présomption ni d'intégration, ni de circonstance exceptionnelle (C.E., 10 juil.2003, n° 121565).

L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (C.E., 26 nov.2002, n° 112.863).

L'intéressé invoque comme circonstance exceptionnelle, sa volonté de poursuivre ses études universitaires en Sciences Infirmières entamées à la Haute Ecole Galilée à Bruxelles. La requérante fournit à la présente demande, des attestations de fréquentations pour les années académiques 2004-2005 et 2005-2006. Notons que cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire au pays d'origine. En effet, aucun élément n'est apporté au dossier qui démontrerait qu'une scolarité ne pourrait être temporairement poursuivie au pays où les autorisations de séjour sont à lever. De plus, il y a lieu de relever que la procédure d'asile du requérant a pris fin en date du 15/12/2006 ; il aurait pu prendre ses précautions et profiter des vacances scolaires pour accomplir le retour temporaire en République Démocratique du Congo. Au lieu de cela, il a préféré se maintenir dans une situation précaire ; il est donc à l'origine de l'éventuel préjudice qui pourrait découler de la situation actuelle.

L'intéressé déclare avoir vécu en Belgique sans histoires ni condamnations. Notons que cet élément ne constitue pas raisonnablement une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'intéressé invoque la situation dans son pays d'origine actuellement en proie à des guerres fratricides comme étant une circonstance exceptionnelle. Cependant, il n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour étayer ses assertions. En effet, il se contente de poser cette allégation, sans aucunement l'appuyer par des éléments concluants. Rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer son argumentation (C.E., 13 juil. 2001, n° 97.866). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

L'intéressé déclare ne plus avoir ni d'attaches véritables ni de parents proches dans son pays d'origine. Or force est de constater que ce dernier n'avance aucun élément pour démontrer ses allégations qui permettrait de penser qu'il serait dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement son pays d'origine. Rappelons également que lors de son interview à l'Office des Etrangers, le requérant a déclaré avoir encore sa mère ainsi que ses deux enfants. L'argument selon lequel il n'aurait plus de parents proches ne peut donc être invoqué par le requérant. La circonstance exceptionnelle n'est donc pas établie.

L'intéressé déclare que des recherches sont en cours dans son pays d'origine en vue de le localiser. Force est de constater que le requérant n'apporte aucun élément pertinent ni probant qui montrerait qu'il serait en danger en cas d'un retour temporaire dans son pays d'origine alors qu'il incombe d'étayer son argumentation (C.E., 13 juil 2001, n° 97.866). Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle.

Remarquons que le fait que l'intéressé revendique l'application de la protection subsidiaire, telle que définie dans la Directive européenne 2004/83/EG transposée par la Belgique en droit interne afin de respecter ses obligations européennes, ne peut être considéré comme une circonstance exceptionnelle ; en effet, le requérant doit initier la procédure organisée spécifiquement par la Loi et cette procédure n'est pas de la compétence du Service Régularisations Humanitaires.

L'intéressé fait référence à la violation de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme qui prohibe des traitements inhumains et dégradants. Néanmoins, l'intéressé n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour démontrer son allégation. Alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation. En effet, il n'indique pas quelles sont les persécutions redoutées ni les motifs pour lesquels il serait en danger au pays d'origine. En l'absence de tout élément permettant de croire en un risque en cas de retour temporaire au

pays, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile tout retour temporaire au pays d'origine.

L'intéressé invoque l'article 6.1^{er} de la Convention Européenne des Droits de l'Homme qui consacre le principe de bonne administration de la justice. Le requérant fait référence à la longueur déraisonnable du traitement de sa procédure d'asile. En effet, selon une jurisprudence du Conseil d'Etat "l'écoulement d'un délai, même déraisonnable, dans le traitement d'un dossier n'a pas pour effet d'entraîner un quelconque droit au séjour" (C.E., 2 oct. 2000, n° 89.980). Par conséquent cet élément ne peut constituer une circonstance exceptionnelle.

Notons qu'un retour en République Démocratique du Congo, en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue pas une violation de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme de par son caractère temporaire et cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. Une séparation temporaire du requérant d'avec ses attaches en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans le droit à la vie familiale et privée du requérant. Un retour temporaire vers la République Démocratique du Congo, en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens amicaux et sociaux, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation. (C.E., 27 août 2003, n° 122.320).

2. Questions préalables.

En application de l'article 34 du Règlement de procédure du Conseil, la note d'observations déposée par la partie défenderesse doit être écartée des débats. Cet écrit de procédure a en effet été transmis au Conseil par courrier recommandé avec accusé de réception déposé à la poste le 5 décembre 2008, soit en dehors du délai de huit jours à compter de la communication de la requête, laquelle a eu lieu par courrier du 29 octobre 2008 transmis par porteur contre accusé de réception le même jour.

3. Exposé du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ; de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers concernant l'obligation de motivation des décisions prises en vertu de cette loi, de l'erreur manifeste d'appréciation, du principe de légitime confiance et du principe général de bonne administration.

3.2. La partie requérante critique le motif de l'acte attaqué qui considère que la poursuite des études en sciences infirmières en Belgique ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. Elle soutient que la partie défenderesse omet d'indiquer, d'une part, que les attestations de fréquentation pour les années académiques 2004-2005 et 2005-2006 faisaient également mention de la réussite du requérant respectivement de la première année Bachelier en Soins infirmiers et de la deuxième année dans cette même filière et, d'autre part, que figurait parmi les pièces *« (et dans le corps de la demande) »*, une lettre émanant de la directrice de l'établissement scolaire indiquant que le requérant suivait, durant l'année académique 2006-2007, les cours de troisième année de Bachelier en Soins infirmiers. La partie requérante soutient encore *« que la réussite de cette année lui permettait d'être détenteur d'un diplôme de Bachelier en Soins infirmiers »*.

La partie requérante considère comme étonnant le fait que la partie défenderesse lui reproche de n'avoir déposé aucun élément au dossier qui démontrerait qu'une scolarité ne pourrait être temporairement poursuivie au pays où les autorisations de séjour sont à lever. En effet, ajoute-t-elle, *« il semble que la Belgique délivre des visas à des ressortissants congolais afin de leur permettre de réaliser une formation en sciences infirmières en Belgique (comme l'indique un document d'information relatif à la délivrance des visas disponibles (sic) sur le site de l'ambassade de Belgique à Kinshasa) »*, d'où il ressort que la Belgique déclare que délivrance de visas en vue de faire des études *« est une contribution à l'effort de coopération avec les pays en voie de développement, du fait que les étudiants qui retournent dans leur pays à la fin de leurs études, peuvent ainsi faire bénéficier celui-ci de la formation acquise »*. La partie requérante en conclut que les autorités belges reconnaissent le fait que des visas sont délivrés en raison de l'impossibilité de poursuivre ce type de formation dans le pays d'origine et relève qu'il est étonnant de lui reprocher *« de ne fournir des preuves attestant de l'impossibilité ou de la difficulté de poursuivre sa formation en RDC alors qu'il étudie une discipline que les autorités belges permettent à ses compatriotes de venir étudier en Belgique en leur délivrant des visas »*.

Quant à l'argument de l'acte attaqué selon lequel *« le requérant aurait pu prendre ses précautions et profiter des vacances scolaires pour accomplir le retour temporaire en République Démocratique du Congo »*, la partie requérante soutient qu'il est théorique et *« qu'en l'occurrence les documents fournis attestent que le requérant n'a pas réussi l'année académique 2006-2007 en première session mais en seconde session ; que l'été 2007 a dès lors été consacré à étudier et que le requérant n'aurait pu, sous peine de mettre son année en péril, se rendre en RDC pour s'y voir délivrer un visa »*.

La partie requérante soutient *« qu'en l'espèce, l'on peut difficilement se satisfaire de la motivation apportée par la partie défenderesse dans la mesure où elle n'explique pas de façon valable - les arguments avancés n'étant pas pertinents - la raison pour laquelle la poursuite des études de Bachelier en Soins infirmiers, ne constitue une circonstance exceptionnelle justifiant l'impossibilité de retourner en RDC »*.

3.3. La partie requérante soutient que « *si la partie adverse considère, sur le fond, que l'intégration au sein de la société belge ne constitue un motif justifiant que la demande soit formulée en Belgique, elle n'en est pas moins tenue de procéder, sur le plan formel, à un examen spécifique des circonstances invoquées par la demanderesse (sic) (...)* ». Elle estime que la partie défenderesse ne réalise pas cet examen spécifique et manque à son obligation de motivation formelle « *en se contentant d'une formule générale et en ne mentionnant, entre parenthèses, qu'une partie des éléments invoqués par la partie requérante (omettant par exemple les éléments relatifs à son implication associative et citoyenne p.e au sein de [C.F.]* ».

4. Examen du moyen d'annulation.

4.1. En ce qui concerne la critique formulée par la partie requérante relative au fait que l'acte attaqué rejette la poursuite de ses études en sciences infirmières en Belgique comme circonstance exceptionnelle, le Conseil observe, après que les parties se soient exprimées à l'audience du 11 décembre 2008 sur cette question, que la partie requérante n'a plus intérêt à cet aspect du moyen dès lorsqu'elle ne prétend plus être étudiante (il ressort du dossier administratif que la troisième et dernière année normale d'études devait se dérouler pendant l'année académique 2006-2007). En effet, à supposer même que les griefs de la partie requérante soient fondés et mènent à l'annulation de la décision attaquée, dans l'état actuel des choses tel qu'il ressort du dossier administratif, la partie défenderesse ne pourrait que reprendre une décision constatant que les études en sciences infirmières de la partie requérante ne peuvent constituer une circonstance exceptionnelle dès lors qu'elles sont terminées.

4.2. Le Conseil rappelle que dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9, alinéa 3, devenu 9 bis, de la loi du 15 décembre 1980, l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Il a par ailleurs déjà été jugé que les « circonstances exceptionnelles » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

Le Conseil souligne encore que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu de diverses dispositions légales, n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par la partie requérante, mais n'implique que l'obligation d'informer celle-ci des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de la partie requérante.

En l'espèce, la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a répondu adéquatement et suffisamment aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour, en expliquant de manière distincte et méthodique pourquoi elle estimait que ces éléments ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au sens indiqué *supra*.

La partie requérante n'indique pas concrètement à quoi la partie défenderesse n'aurait pas répondu, mis à part les « *éléments relatifs à son implication associative et citoyenne p.e au sein de [C.F.]* » éléments que, compte tenu de la teneur de l'obligation de motivation qui vient d'être rappelée, le Conseil estime à suffisance visés par les termes « *relations sociales* » utilisés par la partie défenderesse pour caractériser les éléments d'intégration invoqués par la partie requérante.

L'acte attaqué satisfait dès lors, de manière générale, aux exigences de motivation formelle.

4.3. Le Conseil constate que le moyen, en ce qu'il est pris de l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation du principe de légitime confiance et du principe général de bonne administration est irrecevable parce que la partie requérante n'explique pas concrètement en quoi la partie défenderesse aurait commis une erreur manifeste d'appréciation des faits ou violé ces principes.

4.4. Le moyen n'est pas fondé.

5. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

7. La partie requérante assortit sa demande d'annulation d'une demande de condamnation de la partie défenderesse aux dépens de la procédure. Or, dans l'état actuel de la réglementation, le Conseil n'a aucune compétence pour imposer des dépens de procédure. Il s'ensuit que la demande de condamnation de la partie défenderesse aux dépens est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le dix-neuf février deux mille neuf par :

M. G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers,

M. P. LUFUMA LUVUEZO, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

P. LUFUMA LUVUEZO.

G. PINTIAUX.